

TABLE DES MATIERES

Introduction générale.....	1
----------------------------	---

Titre préliminaire LE POUVOIR CONSTITUANT

Chapitre 1

LES NOTIONS GENERALES

§ 1. La distinction du pouvoir constituant et des pouvoirs constitués.....	7
§ 2. La distinction du pouvoir constituant originaire et du pouvoir constituant dérivé.....	12
A. La conception formelle.....	15
1. Les origines doctrinales.....	16
a. Carré de Malberg.....	16
b. Georges Burdeau.....	19
c. Roger Bonnard.....	20
2. Les points sur lesquels le pouvoir constituant originaire et le pouvoir constituant dérivé diffèrent.....	21
a. Les circonstances de leur exercice.....	22
b. Leur nature.....	24
c. Leur titulaire.....	24
d. Leur caractère limité ou illimité.....	25
e. Les modes de leur exercice.....	26
3. L'identité du pouvoir constituant originaire et du pouvoir constituant dérivé du point de vue de leur fonction.....	27
B. La conception matérielle.....	29
1. Carl Schmitt.....	30
2. Olivier Beaud.....	32
C. Appréciation générale.....	33
1. Le choix entre ces deux conceptions.....	35
2. Notre définition du pouvoir constituant originaire et du pouvoir constituant dérivé.....	44
3. La confusion entre le pouvoir constituant originaire et le pouvoir constituant dérivé et la nécessité de les distinguer.....	50
4. Le rapport entre le pouvoir constituant originaire et le pouvoir constituant dérivé.....	51
a. Du point de vue de leur organisation.....	51
b. Du point de vue de leur fonction.....	51
5. Le rapport entre le pouvoir constituant dérivé et les autres pouvoirs constitués.....	52
a. Du point de vue de leur organisation.....	52
b. Du point de vue de leur fonction.....	53

Chapitre 2
LES QUESTIONS PREALABLES

Section 1. – Le pouvoir constituant originaire est-il permanent ?	57
§ 1. Les thèses en présence	59
A. La thèse de la permanence exclusive du pouvoir constituant originaire	60
1. Exposé	60
2. Les critiques adressées à cette thèse	63
B. La thèse de la disparition du pouvoir constituant originaire (la thèse la transformation du pouvoir constituant originaire en pouvoir constituant institué)	69
1. Exposé	69
2. Les critiques adressées à cette thèse	73
C. La thèse de la coexistence du pouvoir constituant originaire et du pouvoir de révision constitutionnelle	75
§ 2. L'appréciation générale de la question	77
A. La vérification de la thèse de la permanence exclusive du pouvoir constituant originaire	79
B. La vérification de la thèse de la transformation du pouvoir constituant originaire en pouvoir constituant institué	79
C. La vérification de la thèse de la coexistence du pouvoir constituant originaire et du pouvoir constituant institué	81
 Section 2. – Le pouvoir constituant est-il limité ?	 85
§ 1. Le pouvoir constituant originaire est-il limité ?	87
A. La thèse selon laquelle le pouvoir constituant originaire est limité	87
B. La thèse selon laquelle le pouvoir constituant originaire est illimité	88
§ 2. Le pouvoir de révision constitutionnelle est-il limité ?	89
A. La thèse selon laquelle le pouvoir de révision constitutionnelle est illimité	89
1. Les arguments niant l'existence même du pouvoir de révision constitutionnelle	90
2. Les arguments niant la valeur juridique des limites à la révision constitutionnelle	90
B. La thèse selon laquelle le pouvoir de révision constitutionnelle est limité	92
1. Le fondement positiviste : la limitation du pouvoir de révision constitutionnelle par les limites inscrites dans la constitution	93
a. Raymond Carré de Malberg	93
b. Georges Burdeau (dans sa thèse de doctorat)	95
2. Le fondement jusnaturaliste : la limitation du pouvoir de révision constitutionnelle par les limites non inscrites dans la constitution	98
a. Exposé	98
Maurice Hauriou	99
Georges Burdeau (dans son <i>Traité</i>)	99
Carl Schmitt	101
Olivier Beaud	102
b. Critique	103
- Une question particulière : le pouvoir de révision est-il limité au cas où il est exercé directement par le peuple ?	107
Conclusion	111

Première partie
LES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

Titre 1

**LES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE INSCRITES
DANS LES TEXTES CONSTITUTIONNELS**

Chapitre 1

**L'INVENTAIRE DES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE INSCRITES
DANS LES TEXTES CONSTITUTIONNELS**

Paragraphe unique. – La typologie générale des limites à la révision constitutionnelle inscrites dans les textes constitutionnels.....	117
A. Les limites matérielles.....	118
B. Les limites temporelles.....	120
1. L'interdiction de réviser la constitution avant l'écoulement d'un certain délai à partir de sa mise en vigueur.....	121
2. L'interdiction de réviser la constitution dans certaines circonstances	122
C. Les conditions de forme	123
1. L'initiative de la révision	126
2. L'élaboration de la révision.....	128
2. La ratification de la révision	131
a. La ratification par le chef de l'Etat : le veto du chef de l'Etat.....	132
b. La ratification par le peuple : le référendum constituant.....	133

Section 1. – Les limites à la révision constitutionnelle inscrites dans la Constitution française de 1958	137
§ 1. La limite matérielle : l'interdiction de réviser la forme républicaine du gouvernement. 137	
L'étendue de l'interdiction de réviser la forme républicaine du gouvernement.....	138
1. L'alinéa 5 de l'article 89 protège-t-il la forme démocratique de la République française ?.....	138
2. L'alinéa 5 de l'article 89 protège-t-il la forme unitaire de la République française ?	144
3. L'alinéa 5 de l'article 89 protège-t-il l'existence même de la République française ?	144
§ 2. Les limites temporelles.....	147
A. L'interdiction de réviser la Constitution lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire	148
B. L'interdiction de réviser la Constitution pendant l'intérim de la présidence de la République	149
C. La Constitution de 1958 interdit-elle sa révision lorsque l'article 16 est en application ?	149
§ 3. Les conditions de forme exigées dans la procédure de révision constitutionnelle	152
A. La procédure de l'article 85	152
B. La procédure de l'article 89	153
1. L'initiative de la révision	153
2. L'élaboration de la révision.....	154
3. L'approbation de la révision	155
4. La promulgation	158
C. La procédure contestée de l'article 11.....	158
1. L'initiative.....	160

2. Les opérations de référendum.....	161
3. La promulgation	161

Section 2. – Les limites à la révision constitutionnelle inscrites dans la Constitution turque de 1982	163
§ 1. Les limites matérielles	163
§ 2. Les limites temporelles.....	169
§ 3. Les conditions de forme exigées dans la procédure de révision constitutionnelle	169
A. La proposition	170
B. La délibération.....	170
C. L'adoption.....	171
D. La ratification	171

Chapitre 2

LA QUESTION DE LA VALEUR JURIDIQUE DES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE INSCRITES DANS LES TEXTES CONSTITUTIONNELS

Section 1. – Les données du débat doctrinal classique	179
<i>Sous-section 1. – Les deux thèses classiques</i>	181
§ 1. La thèse selon laquelle les limites à la révision constitutionnelle sont privées de toute valeur juridique	181
A. Exposé.....	181
B. Critique.....	185
§ 2. La thèse selon laquelle les limites à la révision constitutionnelle ont la valeur juridique.....	191
<i>Sous-section 2. – Les deux questions particulières</i>	197
§ 1. Le pouvoir de révision constitutionnelle peut-il surmonter les limites à la révision constitutionnelle par les révisions successives ?.....	197
A. Les thèses en présence.....	197
1. La thèse selon laquelle le pouvoir de révision peut surmonter les limites à la révision constitutionnelle par les révisions successives.....	197
2. La thèse selon laquelle le pouvoir de révision constitutionnelle ne peut pas surmonter les limites à la révision constitutionnelle par les révisions successives	199
B. L'Appréciation générale de la question	201
1. L'interdiction de réviser l'alinéa 5 par une règle auto-référentielle.....	202
2. L'interdiction de réviser l'alinéa 5 par une règle additionnelle	203
§ 2. Les limites à la révision constitutionnelle sont-elles sanctionnées ?.....	207
A. Les thèses en présence.....	207
1. La thèse de l'absence de sanction.....	207
2. La thèse de l'existence de sanction	208
B. L'Appréciation générale de la question	209
1. La question des normes non sanctionnées	209
a. La thèse selon laquelle il peut exister des normes non sanctionnées dans un ordre juridique.....	209
b. La thèse selon laquelle il ne pourrait pas y avoir de normes juridiques non sanctionnées.....	210

2. Les limites à la révision constitutionnelle sont-elles sanctionnées ?.....	212
a. La première solution.....	213
b. La deuxième solution	214
Le dilemme de la sanction	216
Section 2. – L'appréciation générale de la question.....	219
<i>Sous-section 1. – La notion de validité juridique</i>	<i>225</i>
§ 1. Les trois questions préliminaires	225
A. L'existence matérielle.....	225
B. La normativité	229
C. La juridicité	235
1. La recherche d'un critère de juridicité d'une norme.....	235
a. Le critère de sanction : la norme juridique est celle qui est sanctionnée	236
b. Le critère d'appartenance : la norme juridique est celle qui appartient à un ordre juridique	237
2. La recherche d'un critère de la juridicité d'un ordre normatif.....	237
§ 2. Les trois conceptions de la validité juridique	242
A. La validité axiologique (la validité comme valeur [justice]) : la théorie du droit naturel.....	243
B. La validité matérielle (la validité comme efficacité) : le réalisme juridique américain et scandinave.....	250
C. La validité formelle (la validité comme appartenance) : la théorie positiviste.	256
<i>Sous-section 2. – Les conditions de la validité juridique des limites à la révision constitutionnelle</i>	<i>261</i>
§ 1. La condition <i>per quam</i>	267
§ 2. Les conditions <i>sine qua non</i>	268
A. L'efficacité de l'ordre juridique auquel appartiennent les limites à la révision constitutionnelle	268
B. Le minimum d'efficacité des limites à la révision constitutionnelle elles-mêmes ..	269
Conclusion.....	276

Titre 2

EXISTE-T-IL DES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE NON INSCRITES DANS LES TEXTES CONSTITUTIONNEL

Chapitre 1

LES THESES FAVORABLES A L'EXISTENCE DE NORMES SUPRACONSTITUTIONNELLES S'IMPOSANT A L'EXERCICE DU POUVOIR DE REVISION CONSTITUTIONNELLE

Section 1. – La supraconstitutionnalité interne	287
<i>Sous-section 1. – Les thèses favorables à l'existence de principes supraconstitutionnels proprement dits</i>	<i>291</i>
§ 1. Exposé	292

A. La thèse de la supraconstitutionnalité de certains principes du droit naturel.....	294
B. La thèse de la supraconstitutionnalité de certains droits fondamentaux	295
C. La thèse de la supraconstitutionnalité de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (sous la III ^e République).....	297
D. La thèse de la supraconstitutionnalité du principe de la souveraineté nationale.....	299
E. La thèse de l'existence de principes généraux du droit à valeur supraconstitutionnelle.....	301
F. La thèse de l'existence d'une coutume à valeur supraconstitutionnelle	302
§ 2. Critique.....	303
A. La critique générale.....	304
B. Les critiques particulières.....	306
1. La critique de la thèse de la supraconstitutionnalité de certains principes du droit naturel.....	306
2. La critique de la thèse de la supraconstitutionnalité des droits de l'homme...	307
3. La critique de la thèse de la supraconstitutionnalité de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 sous la III ^e République.....	307
4. La critique de la thèse de la supraconstitutionnalité de la souveraineté nationale.....	309
5. La critique des thèses favorables à l'existence de principes généraux du droit à valeur supraconstitutionnelle.....	310
6. La critique des thèses favorables à l'existence d'une coutume à valeur supraconstitutionnelle	310
Conclusion : l'invalidité juridique des principes supraconstitutionnels	310

***Sous-section 2. – Les thèses favorables à l'existence d'une hiérarchie entre les
normes constitutionnelles***..... 313

§ 1. Exposé	313
A. Les thèses posant une hiérarchie entre les textes composant le bloc de constitutionnalité	314
1. La thèse de la supériorité de la Déclaration de 1789 sur le préambule de la Constitution de 1946.....	316
2. La thèse de la supériorité du préambule de la Constitution de 1946 sur la Déclaration de 1789	318
B. Les thèses posant une hiérarchie entre les différentes dispositions constitutionnelles.....	319
1. La thèse de la supériorité des dispositions constitutionnelles concernant le noyau dur des droits fondamentaux (la thèse de l'existence des droits fondamentaux de « premier rang »)	319
2. La thèse de la supériorité des normes constitutionnelles relatives à la souveraineté nationale.....	323
§ 2. Critique.....	325
A. La critique des thèses posant une hiérarchie entre les textes composant le bloc de constitutionnalité	327
1. La critique générale	327
2. Les critiques particulières.....	328
a. La critique de la thèse de la supériorité de la Déclaration de 1789 sur le Préambule de 1946	328
b. La critique de la thèse de la primauté du préambule de la Constitution de 1946 sur la Déclaration de 1789	328
B. La critique des thèses posant une hiérarchie entre les différentes dispositions constitutionnelles.....	330

1. La critique générale	330
2. Les critiques particulières	330
a. La critique de la thèse de la supériorité des dispositions constitutionnelles concernant le noyau dur des droits fondamentaux (la thèse de l'existence des droits fondamentaux de premier rang)	330
b. La critique de la thèse de la supériorité des normes constitutionnelles relatives à la souveraineté nationale	333
Une note sur la question de la supériorité des dispositions intangibles de la constitution	334
Section 2. – La supraconstitutionnalité externe : la thèse de la supériorité des normes de droit international sur la constitution	339
§ 1. Exposé	340
§ 2. Critique	343
A. La réfutation des arguments théoriques.....	344
B. La réfutation des arguments pratiques.....	345
C. Les critiques adressées à l'existence même du droit international	349
Chapitre 2	
LES THESES DEDUISANT DES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE DE L'ESPRIT DE LA CONSTITUTION	
§ 1. Exposé	354
§ 2. Critique.....	359
Conclusion du deuxième titre.....	365
 <i>Deuxième partie</i> LES SANCTIONS DES LIMITES A LA REVISION CONSTITUTIONNELLE	
 Titre 1 LES SANCTIONS AUTRES QUE LE CONTROLE DE LA CONSTITUTIONNALITE DES LOIS CONSTITUTIONNELLES	
 Chapitre 1 LES SANCTIONS PREVENTIVES	
Section 1. – Le président de la République peut-il interrompre la procédure de révision constitutionnelle ?	377
1. Les irrégularités pour lesquelles le président de la République peut et doit interrompre la procédure de révision constitutionnelle	381
2. Les irrégularités pour lesquelles le président de la République ne peut pas interrompre la procédure de révision constitutionnelle	382
Section 2. – Le président de la République peut-il refuser la promulgation d'une loi de révision constitutionnelle contraire aux limites à la révision constitutionnelle ?.....	387
§ 1. En général	389
§ 2. En France.....	392

1. Les irrégularités pour lesquelles le président de la République peut et doit refuser de promulguer loi constitutionnelle.....	397
2. Les irrégularités pour lesquelles le président de la République ne peut pas refuser la promulgation	399

Chapitre 2

LES SANCTIONS REPRESSIVES

Section 1. – Les sanctions personnelles	403
<i>Sous-section 1. – Existe-t-il des sanctions pénales proprement dites des limites à la révision constitutionnelle ?</i>	407
<i>Sous-section 2. – La responsabilité du président de la République pour haute trahison peut-elle être mise en jeu en cas d'édiction des lois constitutionnelles contraires aux limites à la révision constitutionnelle ?</i>	413
§ 1. La responsabilité du président de la République pour haute trahison en générale.....	413
§ 2. La responsabilité du président de la République pour haute trahison en cas d'édiction des lois constitutionnelles irrégulières	420
A. La responsabilité du président de la République pour haute trahison peut-elle être mise en jeu à l'occasion de son pouvoir d'initiative de révision constitutionnelle ?	424
B. La responsabilité du président de la République pour Haute trahison peut-elle être mise en jeu à l'occasion de son pouvoir d'interrompre ou de ne pas interrompre la procédure de révision constitutionnelle ?	424
C. La responsabilité du président de la République pour haute trahison peut-elle être mise en jeu à l'occasion de son pouvoir de promulgation des lois constitutionnelles ?.....	429
D. Autres actes du président de la République pour lesquels la question de sa responsabilité pour haute trahison peut se poser	432
Conclusion.....	433
<i>Sous-section 3. – La responsabilité pénale des ministres peut-elle être mise en jeu en cas d'édiction des lois constitutionnelles contraires aux limites à la révision constitutionnelle ?</i>	437
§ 1. La première condition.....	439
§ 2. La deuxième condition	441
Section 2. – Les sanctions objectives : la nullité et l'annulabilité	445

Titre 2

LE PROBLEME DU CONTROLE DE LA CONSTITUTIONNALITE DES LOIS CONSTITUTIONNELLES

Chapitre 1

CADRE THEORIQUE

§ 1. Le problème du contrôle de la Constitutionnalité des lois constitutionnelles dans un système où il est réglementé par la constitution	457
--	-----

A. Le problème du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles lorsqu'il est prévu par la constitution.....	457
B. Le problème du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles lorsqu'il est exclu par la constitution	458
§ 2. Le problème du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles dans un système où il n'est pas réglementé par la constitution	458
A. Lorsqu'il n'existe pas de contrôle de constitutionnalité.....	459
B. Lorsqu'il existe le contrôle de constitutionnalité	460
1. Lorsque l'organe chargé du contrôle de la constitutionnalité s'est déjà déclaré compétent pour se prononcer sur la validité des lois constitutionnelles	461
2. Lorsque l'organe chargé du contrôle de la constitutionnalité s'est déjà déclaré incompétent pour se prononcer sur la validité des lois constitutionnelles	461
3. Lorsque l'organe chargé du contrôle de la constitutionnalité ne s'est pas encore prononcé sur ce point	462
Conclusion.....	462
Le fondement de la validité juridique des lois constitutionnelles contraires aux limites à la révision constitutionnelle.....	464
La signification des limites à la révision constitutionnelle en l'absence d'un contrôle de la Constitutionnalité des lois constitutionnelles	466

Chapitre 2 ETUDES DE CAS

Section 1. – La situation dans les grandes démocraties contemporaines.....	477
<i>Sous-section 1. – La situation aux Etats-Unis</i>	479
1. L'affaire <i>Hollingsworth v. Virginia</i> (1798).....	480
2. L'affaire <i>Myers v. Anderson</i> (1915).....	481
3. Les <i>National Prohibition Cases</i> (1920).....	481
4. L'affaire <i>Hawke v. Smith</i> (1920).....	482
5. L'affaire <i>Dillon v. Gloss</i> (1921).....	484
6. L'affaire <i>Leser v. Garnet</i> (1922).....	485
7. L'affaire <i>United States v. Sprague</i> (1931)	486
8. L'affaire <i>Coleman v. Miller</i> (1939).....	487
Conclusion.....	490
<i>Sous-section 2. – La situation dans les pays européens</i>	495
§ 1. La situation dans les pays dont les cours constitutionnelles se sont déjà déclarées compétentes pour statuer sur la constitutionnalité des lois constitutionnelles.....	499
A. <i>La situation en Allemagne</i>	499
1. La décision du 15 décembre 1970	501
2. La décision du 23 avril 1991	503
Appréciation générale.....	505
B. <i>La situation en Autriche</i>	512
1. La décision du 12 décembre 1952	515
2. La décision du 23 juin 1988	517

3. La décision du 29 septembre 1988	517
Appréciation générale	519
§ 2. <i>La situation en France</i>	523
A. La question du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles adoptées par le peuple à la suite d'un référendum	525
1. La jurisprudence du Conseil constitutionnel	527
a. La décision n° 62-20 DC du 6 novembre 1962, <i>Loi référendaire</i>	527
b. La décision n° 92-313 DC du 23 septembre 1992, <i>Loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne (Maastricht III)</i>	531
2. Les critiques adressées à cette jurisprudence.....	532
3. Appréciation de la question	538
B. La question du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles votées par le Congrès du Parlement	546
1. La décision n° 92-312 DC du 2 septembre 1992, <i>Traité sur l'Union européenne (Maastricht II)</i>	549
2. Les différentes interprétations doctrinales de cette décision	553
a. L'interprétation de cette décision comme refusant le contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles.....	553
b. L'interprétation comme admettant le contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles.....	556
3. Appréciation de la question	561
 Section 2. – La situation en Turquie	 565
 <i>Sous-section 1. – Sous la Constitution de 1961</i>	 567
§ 1. Avant 1971	567
A. La réglementation constitutionnelle	567
B. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle.....	569
1. Exposé	569
a. La décision n°1970-31 du 16 juin 1970, <i>Restitution des droits politiques</i>	570
b. La décision n° 1971-37 du 3 avril 1971, <i>Report des élections du Sénat</i>	577
2. Critique.....	581
a. La question de compétence	581
b. La question du contrôle de forme.....	584
c. La question du contrôle de fond.....	587
d. La question de savoir si la Cour constitutionnelle peut contrôler la conformité des lois constitutionnelles aux limites matérielles à la révision constitutionnelle non inscrites dans le texte de la Constitution	590
e. La question de savoir si la Cour constitutionnelle peut contrôler la conformité des lois constitutionnelles aux limites matérielles à la révision constitutionnelle inscrites dans le texte de la Constitution.....	596
f. La question de l'étendue de l'interdiction de réviser la forme républicaine de l'Etat prévue dans l'article 9 de la Constitution.....	599
Conclusion (Sous la Constitution de 1961 avant 1971)	611
§ 2. Après 1971.....	613
A. La réglementation constitutionnelle	613
B. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle.....	615

1. Exposé	615
a. La décision n° 1975-87 du 15 avril 1975	615
L'article 1 ^{er} de la loi constitutionnelle du 15 mars 1973	619
L'article 3 de la loi constitutionnelle du 15 mars 1973	620
L'article 4 de la loi constitutionnelle du 15 mars 1973	621
L'article 6 de la loi constitutionnelle du 15 mars 1973	622
b. La décision n° 1976-19 du 23 mars 1976, <i>Expropriation I</i>	624
c. La décision n° 1976-46 du 12 octobre 1976, <i>Expropriation II</i>	626
d. La décision n° 1976-47 du 12 octobre 1976, <i>Expropriation III</i>	629
e. La décision n° 1977-4 du 27 janvier 1977, <i>Conseil supérieur des juges</i>	630
f. La décision n° 1977-117 du 27 septembre 1977, <i>Conseil supérieur des procureurs</i>	633
2. Critique	635
a. La question du contrôle de fond	636
b. La question du contrôle de forme	636
c. La question de l'étendue du contrôle de forme	637
Les dispositions de l'article 155 sont-elles des règles de forme ?	637
L'interdiction de réviser la forme républicaine de l'Etat prévue dans l'article 9 de la Constitution est-elle une règle de forme ?	638
d. La question de l'étendue de l'interdiction de réviser la forme républicaine de l'Etat prévue dans l'article 9 de la Constitution	648
Conclusion (Sous la Constitution de 1961 après 1971)	649
Sous-section 2. – Sous la Constitution de 1982	651
§ 1. La réglementation constitutionnelle	651
A. La compétence de la Cour constitutionnelle : le contrôle de forme est prévu, mais le contrôle de fond est exclu (art.148, al.1)	652
B. L'étendue du contrôle de forme (art.148, al.2)	653
1. Le respect de la majorité nécessaire à la proposition de la révision constitutionnelle	653
2. Le respect des majorités nécessaires à l'adoption de la révision constitutionnelle	654
3. L'interdiction de délibérer les révisions constitutionnelles selon la procédure d'urgence	654
C. L'annulation des lois constitutionnelles ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des membres de la Cour constitutionnelle (art.149, al.1 ^{er})	656
D. Les autres dispositions de la Constitution de 1982 concernant le contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles quant à la forme	660
1. L'exclusion du contrôle par voie d'exception (contrôle concret des normes)	660
2. Les titulaires du droit de saisine : le président de la République et un cinquième des membres de la Grande Assemblée nationale de Turquie	661
3. Le délai de recours en annulation : 10 jours	662
4. L'examen en priorité	665
§ 2. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	667
A. La décision n° 1987-15 du 18 juin 1987, <i>Abrogation de l'article transitoire 4</i>	667
B. La critique de cette décision	670
§ 3. L'appréciation générale du problème du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles dans le système de la Constitution turque de 1982	675
A. Le fondement de la validité des lois constitutionnelles contraires aux limites matérielles à la révision constitutionnelle	677

B. La signification des limites matérielles à la révision constitutionnelle	679
Conclusion de la Section 2 : Le problème du contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles en Turquie	683
A. La confirmation de la théorie réaliste de l'interprétation	685
B. La confirmation de la conception mécaniste de la constitution	691
Conclusion du Chapitre 2 : Observations comparatives.....	695
1. La réglementation constitutionnelle	695
2. La déclaration de compétence	696
3. La date de la première décision sur la validité d'une loi constitutionnelle	696
4. Le nombre de décisions	697
5. Le nombre des décisions d'annulation	698
6. L'étendue du contrôle (contrôle de forme / contrôle de fond)	698
7. Les règles de référence : celles inscrites ou celles non inscrites dans le texte de la constitution.....	699
8. L'interprétation large ou restrictive.....	700
9. Les attitudes générales des juges constitutionnels : <i>judicial self restraint / judicial activism</i>	702
10. La réaction du pouvoir de révision constitutionnelle	704
11. Le modèle du contrôle de la constitutionnalité : le modèle « décentralisé » et le modèle « centralisé ».....	705
12. L'existence du contrôle concret des normes (voie d'exception)	705
13. La possibilité de saisine de la cour constitutionnelle par les individus : le recours constitutionnel.....	706
14. La difficulté de la saisine dans la voie d'action	706
15. Conclusion : le contrôle de la constitutionnalité des lois constitutionnelles est-il possible ?.....	708
<i>Tableau récapitulatif</i>	711
Conclusion générale.....	713
Bibliographie	729
Index de la jurisprudence étudiée	747
Index onomastique.....	749
Index thématique.....	753
Table des matières	757